

SYRIE

Lavrov juge «naïf» de croire qu'Assad va arrêter le combat unilatéralement

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a estimé, hier samedi, qu'il serait «naïf» de la part des pays arabes et occidentaux d'escompter que le président syrien Bachar al-Assad soit le premier à cesser le feu et à retirer ses troupes des grandes villes, puis attendre que l'opposition suive son exemple.

«Lorsque nos partenaires disent que le gouvernement doit être le premier à arrêter le combat et à retirer toutes ses troupes et ses armes des villes — et alors seulement appeler l'opposition à faire de même — eh bien, cela c'est un schéma totalement irréalisable. Ou bien les gens sont naïfs ou bien il s'agit d'une sorte de provocation», a déclaré M. Lavrov, lors d'un échange de vues avec des étudiants de l'Institut d'Etat de relations internationales de Moscou.

Selon M. Lavrov, une telle prétention équivaudrait à demander la «capitulation» du régime baassiste, demande que ni les Occidentaux ni les Arabes ne sont à son avis en droit de formuler.

Le chef de la diplomatie russe a souligné que ses remarques ne visaient pas à soutenir le régime de M. Assad mais ne faisaient que refléter la réalité quotidienne sur le terrain.

«Peu importe votre opinion sur le régime syrien, il est complètement irréaliste dans la situation actuelle — quand on se bat dans les villes — de dire que la seule solution réside dans la capitulation unilatérale d'un des protagonistes», a ajouté M. Lavrov.

«Nous ne nous rangeons pas du côté d'un régime ou de personnes en Syrie», a-t-il insisté, «nous fondons simplement notre position sur ce qui est réaliste».

«Nos collègues occidentaux et des représentants de quelques gouvernements de la région (du Moyen-Orient) soutiennent presque ouvertement une intervention étrangère» en

Syrie, a affirmé M. Lavrov. Moscou a opposé trois fois son veto à des projets de résolution soumis par les Occidentaux au Conseil de sécurité de l'ONU.

Quant à «la position de ceux qui», selon lui, «demandent la capitulation unilatérale des forces gouvernementales et en même temps encouragent les rebelles armés à continuer le combat», autrement dit les Occidentaux et certains pays arabes, elle «signifie que ceux-ci sont prêts à assumer la perte de nombreuses, très nombreuses vies», a lancé le chef de la diplomatie russe.

Par ailleurs, les insurgés syriens ont multiplié hier samedi leurs attaques contre les forces du régime de Bachar al-Assad, concentrant leurs opérations contre les infrastructures de l'armée de l'air, responsable chaque jour, selon des militants, de dizaines de victimes. Signe que près d'un an et demi après le début de la révolte contre le régime, le conflit s'est durci, le mois d'août a été le plus sanglant avec près de 5 000 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Sur le terrain, les insurgés ont marqué des points en s'emparant vendredi soir du principal bâtiment d'une base aérienne à Boukamal (est), à la frontière irakienne, selon l'OSDH. Selon des informations qui n'ont pas pu être vérifiées par l'OSDH, les insurgés ont mis la main sur des missiles anti-aériens. A l'issue de cette opération, au moins 16 soldats ont été capturés, selon l'ONG. Toujours à Boukamal, les rebelles ont attaqué le bâtiment de la sécurité



Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères.

militaire ainsi que l'aéroport militaire de Hamdane. Les rebelles, qui tiennent déjà le poste-frontière et plusieurs quartiers de Boukamal, tentent de prendre le contrôle total de cette ville. A Idlib (nord-ouest), les insurgés tiennent une partie de l'aéroport d'Abou el-Zouhour, l'une des deux plus importantes bases aériennes de la province.

Dans la même région, où plusieurs localités étaient bombardées hier samedi, ils ont détruit un barrage de l'armée à Harem. Six rebelles et huit soldats ont péri dans les combats. Lors de l'attaque d'un autre barrage dans la province de Hama (centre), quatre soldats ont péri, selon l'OSDH. Alep (nord), où armée et insurgés se livrent une féroce bataille depuis plus d'un mois, connaissait hier samedi des combats et des bombardements touchant plusieurs quartiers rebelles.

A Damas et sa région, au moins 18 cadavres non identifiés d'hommes sommairement exécutés ont été découverts, selon l'OSDH. Ces découvertes macabres se sont multipliées ces dernières semaines et les exécutions sommaires sont de plus en plus courantes en Syrie, a affirmé cette ONG.

Selon l'agence officielle Sana, les troupes du régime ont détruit de leur côté plusieurs positions de «terroristes» et capturé et tué nombre d'entre eux dans les provinces d'Idlib et d'Alep au cours des dernières 24 heures.

L'agence a, par ailleurs, fait état de la libération de 225 personnes arrêtées à Damas et dans sa région affirmant qu'elles «avaient été impliquées dans les récents événements mais que leurs mains n'avaient pas été souillées de sang». Trente-sept personnes, dont 12 soldats, ont été tuées hier samedi dans les violences, a rapporté l'OSDH qui a fait état de 125 morts vendredi, jour traditionnel des manifestations contre le régime. Des violences auxquelles le nouvel émissaire pour la Syrie Lakhdar Brahimi, qui a pris ses fonctions hier samedi au siège de l'ONU à New York, va tenter de mettre fin, même si l'opposition reste sceptique quant au succès de cette difficile mission. Lors des manifestations de vendredi, des Syriens avaient raillé le nouveau médiateur, après l'échec de son prédécesseur Kofi Annan. «Lakhdar : mission impossible 2», commentait une pancarte à Idlib.

Aucune issue n'est en vue après plus de 17 mois de violences qui ont fait plus de 26 000 morts, en majorité des civils, selon l'OSDH. Après de vains appels au départ du président Assad, fermement soutenu par Moscou, Pékin et Téhéran, les pays occidentaux se concentrent désormais sur le volet humanitaire. Le Danemark a annoncé qu'il allait débloquent deux millions d'euros supplémentaires pour aider les réfugiés, au lendemain d'un appel à la mobilisation de la France à «tous les donateurs» pour accroître l'aide à ces Syriens qui ont dû fuir à l'étranger.

Selon l'ONU, il y a au moins 1,2 million de déplacés en Syrie et près de 229 000 réfugiés officiellement enregistrés dans les pays voisins (Turquie, Jordanie, Liban et Irak).

ÉGYPTE

Début du procès d'un journaliste anti-Morsi

Le présentateur de télévision égyptien Tewfik Okacha, hostile aux Frères musulmans, a nié à l'ouverture de son procès hier samedi au Caire avoir incité au meurtre du président islamiste Mohamed Morsi.

«Je n'ai fait que critiquer le président Morsi», a déclaré M. Okacha devant les juges du tribunal pénal où il a comparu pour «incitation au meurtre du chef de l'Etat», a rapporté un journaliste de l'AFP.

«C'est une chose politique. Les Frères musulmans veulent faire taire toute voix dissonante

pour reproduire le système d'avant la révolution», a-t-il dit.

M. Okacha a affirmé être poursuivi en justice pour avoir «révélé l'implication des Frères musulmans dans les attaques contre les postes de police, les tribunaux et les prisons pendant la révolution». Après avoir entendu les avocats de la défense qui ont demandé l'abandon des poursuites en arguant que la plainte ne venait pas personnellement de M. Morsi, le tribunal a suspendu momentanément la séance avant de fixer sa prochaine audience au 3 octobre prochain pour entendre les témoins à

charge. L'accusé a été laissé en liberté. M. Okacha est arrivé au tribunal entouré de dizaines de ses partisans qui scandaient «le peuple veut la chaîne Al-Faraïn» (Les Pharaons), frappée d'une suspension d'un mois.

La chaîne que dirige M. Okacha diffusait, avant sa suspension le 16 août, un programme qui critiquait vertement les Frères musulmans et M. Morsi, qui en est issu.

Les poursuites contre M. Okacha avaient été annoncées en même temps que celles contre Islam Afifi, rédacteur en chef du *Dostour*, un petit quoti-

dien à capitaux privés, pour incitation au «chaos».

M. Afifi avait été placé en détention à l'ouverture de son procès le 23 août avant d'être relâché le même jour après que M. Morsi eut décrété l'annulation des détentions préventives pour délit de presse.

Il s'agissait du premier procès d'un journaliste égyptien depuis la chute de l'ancien président Hosni Moubarak en février 2011.

Les opposants de M. Morsi l'accusent de vouloir museler la presse après avoir conforté son pouvoir en mettant à la retraite d'influents généraux.

MAROC

La cérémonie de clôture des jeunes islamistes du PJD interdite

La cérémonie de clôture du congrès de la jeunesse du Parti islamiste justice et développement (PJD), au pouvoir au Maroc, prévue hier samedi à Tanger (nord), a été interdite par les autorités pour «raisons de sécurité», a indiqué à l'AFP l'un des responsables des jeunes PJD.

«Hier (vendredi) vers 22h (21h GMT), un responsable des autorités locales nous a délivré un document interdisant cette cérémonie qui devait avoir lieu sur la place des Nations unies», dans le centre-ville de Tanger, a indiqué ce dirigeant, Khalid Bougueri, joint par téléphone.

Contacté par l'AFP, un responsable du ministère de l'Intérieur, qui a requis l'anony-

mat, a confirmé l'interdiction, précisant que cette décision avait été prise dans un «souci de sécurité et de maintien de l'ordre».

Plus de 2 000 jeunes du PJD sont réunis depuis une semaine à Tanger et le chef du gouvernement Abdellah Benkirane, également à la tête du PJD, dont la venue «n'était pas inscrite au programme», devait «prononcer

un mot» lors de la cérémonie de clôture, selon M. Bougueri.

Lors de ce congrès, les jeunes islamistes ont vivement critiqué les relations entre M. Benkirane et l'entourage du roi, accusé de faire de l'ombre au gouvernement.

«Je crains que la décision des autorités soit un acte de vengeance contre les travaux de ce congrès», a affirmé à l'AFP Abdelali Hamiddine, l'un des dirigeants du PJD qui a confirmé que la présence de M. Benkirane «était attendue» hier samedi à Tanger.

«C'est une humiliation pour

notre parti et il ne faut pas rester les bras croisés», a renchéri Abdelaziz Aftati, un député du parti islamiste.

M. Benkirane a été nommé chef du gouvernement par le roi Mohammed VI en janvier, à la suite de la victoire historique de son parti aux législatives de novembre 2011 organisées dans le sillage du Printemps arabe.

Une nouvelle Constitution renforçant certains pouvoirs du chef du gouvernement, tout en maintenant la prééminence politique et religieuse du roi, avait été adoptée en juillet 2011.

AFGHANISTAN

Deux soldats américains tués dans une attaque d'insurgés

Deux soldats américains ont été tués hier samedi dans une attaque d'insurgés en Afghanistan, ont annoncé les forces américaines dans un communiqué publié à Kaboul.

«Deux membres des forces américaines sont morts aujourd'hui suite à une attaque des rebelles dans la province de Ghazni, en Afghanistan», a indiqué le communiqué.

Les forces de l'Otan comptent actuellement 130 000 hommes en Afghanistan, principalement des Américains. La stratégie occidentale prévoit de confier la sécurité du pays aux forces afghanes d'ici à la fin 2014, date prévue de la fin de la mission de l'Otan. Cependant, les attaques répétées des insurgés talibans, la montée en puissance des «tirs de l'intérieur», d'hommes portant l'uniforme afghan sur des soldats de l'Otan, et le faible taux de rétention des policiers et soldats afghans recrutés, compliquent cette transition.